

Asie du Sud-Est — Coopération stratégique entre le Japon et l'Asie du Sud-Est pour une prospérité partagée

Avec son fort taux de croissance économique et sa population de 580 millions d'habitants, l'Asie du Sud-Est fait l'objet, en tant que centre de la croissance mondiale, d'une attention soutenue. Cette région revêt également une importance croissante pour le Japon. L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) poursuit le processus d'intégration économique, socio-culturelle, politique et sécuritaire, dans l'objectif d'établir la communauté de l'ANASE d'ici 2015. Le Myanmar continue de travailler à l'ouverture de ses marchés tout en progressant à grands pas vers la démocratisation. Le Timor-Est espère adhérer rapidement à l'ANASE.

En 2011, les inondations en Thaïlande et dans les pays voisins ont montré la vulnérabilité de la région aux catastrophes naturelles. Ces événements ont également mis au jour les liens économiques étroits, à travers diverses chaînes d'approvisionnement, entre l'Asie du Sud-Est et le Japon. L'Asie du Sud-Est est toujours confrontée à de nombreux problèmes, tels que les écarts de développement entre les pays de la région, l'urbanisation, les questions environnementales et les conflits, et la JICA continue d'aider cette région à parvenir à un développement stable.

Stratégies d'aide clés

Promotion d'une croissance économique régionale et de la nouvelle stratégie de croissance, d'un développement inclusif et d'une approche régionale

■ Promotion d'une croissance économique régionale et de la nouvelle stratégie de croissance

Tout en déployant une aide adaptée au stade de développement de chaque pays, la JICA renforce son alignement avec la nouvelle stratégie de croissance du gouvernement japonais. Cela comprend la fourniture d'aide pour l'aménagement d'infrastructures, l'amélioration du climat de l'investissement et le développement des industries auxiliaires. En renforçant les partenariats avec le secteur privé, notamment par la promotion des financements privés et par la collaboration avec les activités des entreprises, la JICA soutient les activités des entreprises japonaises qui contribuent au développement des pays d'Asie du Sud-Est.

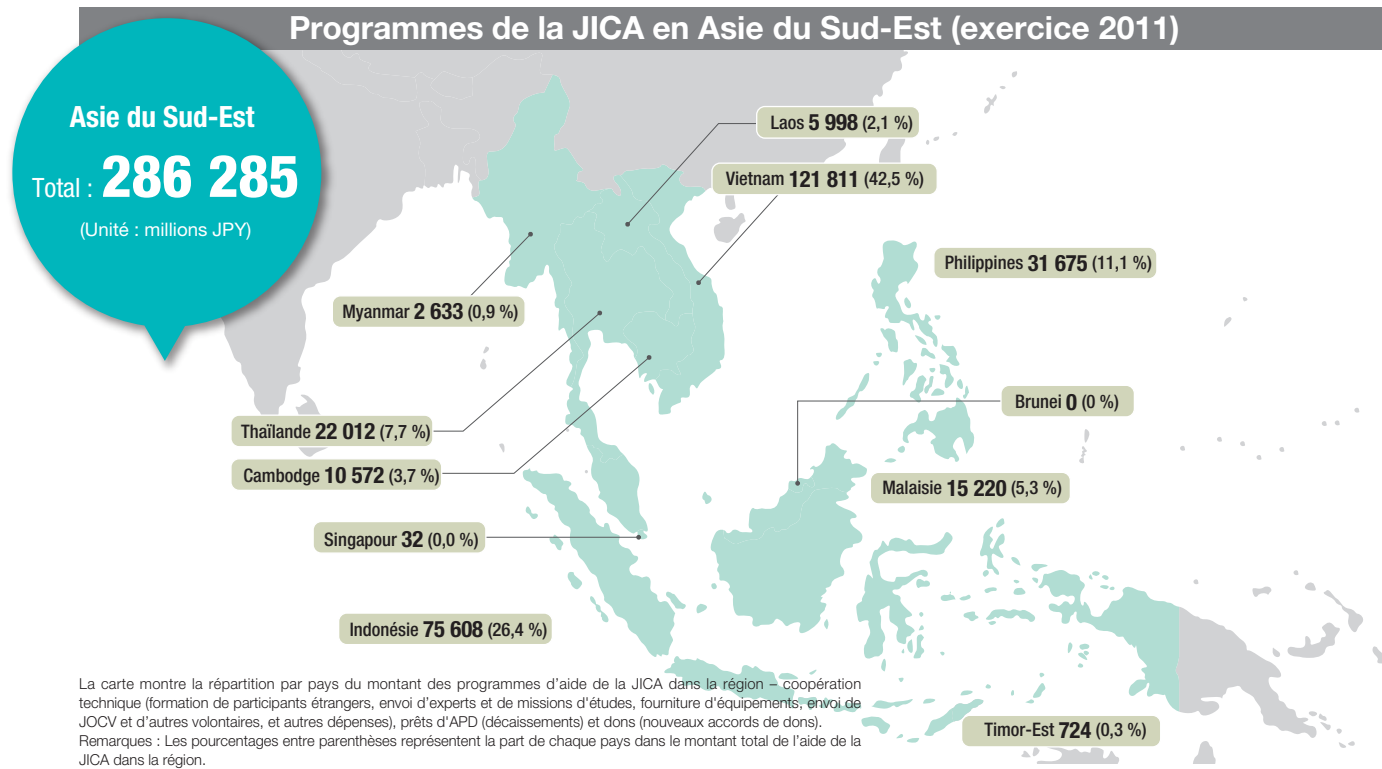
■ Promotion d'un développement inclusif

La JICA promeut un développement inclusif visant à éliminer les

disparités régionales. Par disparités régionales, on entend les écarts de développement entre les pays fondateurs de l'ANASE – l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande – rejoints par le Brunei, et les membres plus récents, à savoir le Cambodge, le Laos, le Myanmar et le Vietnam. Dans ces derniers, la JICA apporte une aide pour l'enseignement de base et les soins de santé afin de consolider les fondations du développement socioéconomique, elle appuie en outre le développement des infrastructures matérielles et immatérielles ainsi que celui des ressources humaines dans l'industrie, en s'adaptant au stade de développement de chaque pays.

Les disparités au niveau national sont également un facteur de déstabilisation pour la société. La JICA encourage donc un développement inclusif par le développement des transports et des installations logistiques, la mise en place de plateformes régionales, l'établissement de cadres institutionnels pour le développement

Programmes de la JICA en Asie du Sud-Est (exercice 2011)



La carte montre la répartition par pays du montant des programmes d'aide de la JICA dans la région – Coopération technique (formation de participants étrangers, envoi d'experts et de missions d'études, fourniture d'équipements, envoi de JOCV et d'autres volontaires, et autres dépenses), prêts d'APD (décaissements) et dons (nouveaux accords de dons).

Remarques : Les pourcentages entre parenthèses représentent la part de chaque pays dans le montant total de l'aide de la JICA dans la région. La coopération multi-pays et multilatérale de la JICA n'est pas prise en compte dans les montants indiqués.



régional, la réponse aux catastrophes, le renforcement des cadres de gestion des catastrophes, l'établissement de filets de sécurité, et par d'autres mesures.

■ Promotion d'une approche régionale

L'ANASE a lancé le schéma directeur sur la connectivité de l'ANASE pour le renforcement de la connectivité physique, institutionnelle et entre les personnes, et pour l'établissement de la communauté de l'ANASE d'ici 2015. Le gouvernement japonais a mis en place un groupe de travail pour soutenir la connectivité de l'ANASE, qui regroupe des membres des secteurs public et privé, et il a annoncé sa vision d'une « artère vitale pour les corridors économiques est-ouest et sud » et pour le « corridor économique maritime de l'ANASE » en appui au schéma directeur.

En tant que membre du groupe de travail, la JICA octroie une aide pour les projets prioritaires définis par le schéma directeur et pour d'autres programmes. En outre, en appui à l'initiative pour l'intégration de l'ANASE (IAI) visant à réduire les écarts de développement entre les pays membres de l'Association, la JICA soutient la coopération Sud-Sud entre les premiers pays membres de l'ANASE et les membres plus récents. Les activités de la JICA comprennent également un soutien pour améliorer les capacités dans l'enseignement et la recherche de grandes universités afin de développer les ressources humaines dans le domaine de l'ingénierie, ainsi que pour faire face aux problèmes communs au sein de la région comme la gestion des catastrophes et la lutte contre le changement climatique.

Enjeux et actions prioritaires

■ Aide aux pays fondateurs de l'ANASE

Pour maintenir la croissance, les pays fondateurs de l'ANASE

doivent trouver des solutions urgentes aux problèmes liés à l'urbanisation et au creusement des inégalités au niveau national.

Pour répondre aux problèmes liés à l'urbanisation, la JICA élabore et développe des schémas directeurs et des systèmes d'urbanisme. En transférant les technologies japonaises dans le domaine des systèmes de transport public, d'approvisionnement en électricité et en eau, d'assainissement et autres, et en soutenant le développement des infrastructures, la JICA favorise l'émergence de villes efficaces et respectueuses de l'environnement.

Concernant les infrastructures immatérielles (les institutions), la JICA contribue au développement des ressources humaines dans l'industrie, au renforcement de la protection des droits de propriété intellectuelle, et à d'autres mesures visant à éviter le « piège des pays à revenu intermédiaire »* et à stimuler les avancées technologiques de diverses industries.

La fréquence des catastrophes naturelles dans la région de l'ANASE constitue un obstacle à une croissance économique durable. Lorsqu'une catastrophe se produit, la JICA fournit non seulement une aide humanitaire, mais aussi pour la reconstruction et le développement, et pour la prévention des catastrophes à moyen et long terme, notamment par l'élaboration de systèmes d'alerte précoces. De plus, pour lutter contre le changement climatique, la JICA prend de nombreuses mesures portant sur la prévention des feux de forêt, le développement de la géothermie et d'autres énergies renouvelables, l'installation de systèmes ferroviaires urbains à grande vitesse pour réduire le trafic et les émissions de gaz des véhicules à moteur, ainsi que des mesures d'adaptation pour les régions particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique.

D'autres formes d'aide aux pays fondateurs de l'ANASE comprennent un soutien aux mesures visant à préparer le système de sécurité sociale à faire face aux problèmes liés au vieillissement

Étude de cas

Malaisie Institut international de technologie Malaisie-Japon

Ouverture d'une institution d'enseignement supérieur après 10 ans de préparation

L'Institut international de technologie Malaisie-Japon (MJIIT) a commencé ses activités en septembre 2011, à Kuala Lumpur, la capitale malaisienne. L'ancien premier ministre Mahathir bin Mohamad, promoteur de la politique de « regard vers l'Est », a été à l'origine de cette idée en 2001. Depuis, les gouvernements du Japon et de la Malaisie ont mené des discussions et des études durant dix ans avant d'établir l'institution.

Le MJIIT propose un programme de premier et de second cycle dont l'objectif est la formation de personnes hautement qualifiées disposant de facultés d'adaptation et de compétences en recherche et développement. L'Institut utilise un système de chaires professorales (*Koza-sei*) centré autour de travaux dirigés, une caractéristique des universités techniques japonaises. L'Institut est divisé en quatre départements : Ingénierie des systèmes électroniques, Ingénierie en mécanique de précision, Technologies propres et environnementales, et Gestion des technologies.

Pour la création du MJIIT, la JICA a mis en œuvre le projet de développement pour

l'Institut international de technologie Malaisie-Japon, un programme de prêt d'APD, afin de contribuer à la fourniture d'équipements de recherche et à l'élaboration des programmes. L'aide comprend également un volet de coopération technique prévoyant l'envoi d'un expert de la JICA pour occuper les fonctions de vice-doyen du MJIIT. En outre, un consortium composé de 24 universités japonaises (avril 2012) a nommé des professeurs japonais pour effectuer des missions au MJIIT et coopéré avec l'Institut par divers moyens.

Le gouvernement malaisien s'est fixé pour objectif de faire de la Malaisie un pays développé d'ici 2020. L'une des stratégies

pour y parvenir consiste à mettre l'accent sur la modernisation et le développement de l'enseignement supérieur. En tant que centre international pour l'enseignement de l'ingénierie, le MJIIT devrait améliorer la compétitivité de la Malaisie et de l'ensemble de la région de l'ANASE à l'échelle mondiale tout en contribuant au développement économique et social par l'accroissement des ressources humaines.



Les étudiants du MJIIT suivent un cours donné par un professeur japonais.

en Thaïlande et dans d'autres pays, et pour la consolidation de la paix dans la région de Mindanao, aux Philippines.

* Situation d'un pays qui dispose d'une économie récemment industrialisée, qui a réduit la pauvreté et atteint un niveau de revenu intermédiaire, mais qui ne parvient pas au niveau des pays développés à cause d'une stagnation économique et de la perte de compétitivité internationale due à une augmentation des salaires et à d'autres facteurs.

■ Développement transfrontalier de la région du Mékong

La région du Mékong regroupe les pays irrigués par le fleuve Mékong dans la péninsule indochinoise. Parmi ces pays, le Cambodge, le Laos, le Myanmar et le Vietnam accusent un retard en matière de développement économique, et connaissent des taux de pauvreté élevés. Malgré ces problèmes, la région attire les investissements par sa forte croissance économique et sa stabilité politique. Les fortes perspectives de croissance portent à croire que les liens de la région avec le Japon se renforceront.

La JICA met en œuvre une grande diversité de projets pour réduire les écarts au sein de la région et poursuivre le développement. Ces projets sont basés sur la stratégie de Tokyo 2012 pour la coopération Mékong-Japon, annoncée lors du sommet Mékong-Japon qui s'est tenu en avril 2012, ainsi que sur la vision d'une « artère vitale pour les corridors économiques est-ouest et sud », dans le cadre de l'aide du Japon pour la connectivité de l'ANASE, et sur d'autres initiatives.

Tour d'horizon des pays et enjeux prioritaires

■ Indonésie

L'Indonésie affichait en 2011 un taux de croissance du PIB réel de 6,5 %, le plus élevé du pays depuis la crise monétaire asiatique de 1997. Avec une population de 240 millions d'habitants, le pays devrait connaître une croissance accrue de la consommation du secteur privé et des investissements. Cela renforcera la position de l'Indonésie en tant que force motrice de l'économie régionale de l'ANASE.

Il existe un grave manque d'infrastructures en Indonésie, particulièrement à Jakarta, la capitale. En 2011, sur la base d'un accord entre les gouvernements de l'Indonésie et du Japon, l'étude du schéma directeur pour l'établissement d'une zone urbaine prioritaire a été initiée pour promouvoir les investissements dans la région de JABODETABEK (région métropolitaine de Jakarta). L'étude porte également sur les investissements dans des infrastructures et sur les besoins du secteur privé. L'objectif est de formuler et de partager des plans pour les projets d'infrastructures nécessaires à la réalisation de la vision de JABODETABEK pour 2020. Cette coopération vise à améliorer le climat de l'investissement au niveau des infrastructures matérielles et immatérielles.

L'approche des partenariats public-privé (PPP) attire l'attention en tant que moyen efficace de fournir des services publics de qualité en encourageant les entreprises du secteur privé à participer aux projets d'infrastructures. La JICA déploie une aide complète pour la promotion des PPP. D'un côté, en apportant un soutien aux ministères et aux agences gouvernementales pour l'établissement de politiques et de règlements appropriés. Puis par la formulation de programmes modèles, la JICA assure une coopération visant à renforcer les capacités des institutions publiques.



Lorsqu'il sera terminé, le système de transport en commun rapide de Jakarta, le premier métro en Indonésie constitué de sections souterraines et aériennes, contribuera à atténuer les embouteillages.

■ Philippines

Aux Philippines, la croissance économique était de 7 % en 2010 et de 3,7 % en 2011. Le taux de croissance du pays est resté inférieur à ceux de l'Indonésie, de la Thaïlande et de la Malaisie au cours des 50 dernières années. De plus, les progrès en matière de réduction de la pauvreté sont lents et les disparités de revenu considérables. Les Philippines doivent en outre composer avec un taux de croissance démographique de près de 2 % et une vulnérabilité aux catastrophes naturelles.

Afin de parvenir au rang de pays à revenu intermédiaire, le gouvernement des Philippines encourage le développement des infrastructures par l'utilisation des ressources du secteur privé et l'amélioration du climat de l'investissement. La coopération de la JICA aux Philippines se concentre sur les domaines prioritaires suivants : 1) parvenir à une croissance économique durable par la promotion des investissements ; 2) surmonter les vulnérabilités du pays ; et 3) établir la paix à Mindanao.

En se basant sur les priorités mentionnées ci-dessus, la JICA apporte une aide au développement des infrastructures par des partenariats public-privé ; au renforcement politique et institutionnel pour l'amélioration du climat de l'investissement ; à la gestion et à la réduction des risques de catastrophe ; et, dans les zones affectées par un conflit, au développement des ressources humaines et d'autres domaines. En particulier, pour le développement des infrastructures par des partenariats public-privé, la JICA déploie une coopération technique pour l'amélioration des institutions afin de renforcer les capacités des agences gouvernementales concernées. Le projet d'autoroute dans la partie centrale de Luzon est un exemple de l'aide complète assurée par la JICA, avec une construction sur fonds publics et une exploitation par le secteur privé. Un accord de prêt d'APD a été signé pour ce projet en mars 2012.



Les grands axes routiers permettront aux voyageurs et au fret de circuler entre Manille et les zones environnantes.

■ Thaïlande

Le gouvernement thaïlandais met actuellement en application le 11^e plan national de développement économique et social basé sur la vision nationale d'établir une société heureuse basée sur l'égalité, l'équité et la résilience. Dans cette optique, la Thaïlande s'efforce de parvenir à un développement économique et social durable et global. Avec un RNB par habitant de 4 210 USD (en 2010), la Thaïlande a rejoint les rangs des pays à revenu intermédiaire supérieur. Cependant, de nombreux problèmes restent à résoudre : rendre les industries plus compétitives ; prendre des mesures pour faire face au vieillissement démographique ; lutter contre les problèmes environnementaux et le changement climatique ; et renforcer la connectivité avec les pays voisins.

Les activités de coopération de la JICA en Thaïlande portent sur trois domaines prioritaires : 1) l'amélioration de la compétitivité pour une croissance durable ; 2) l'adaptation aux problèmes de développement dans une société en pleine maturation ; et 3) la coopération conjointe en faveur de pays tiers.

Durant les graves inondations de 2011, les activités de la JICA ne se sont pas limitées à l'aide d'urgence. L'Agence a également

assuré une aide complète comprenant des activités à moyen et long termes, notamment la révision du schéma directeur pour les mesures de lutte contre les inondations ; l'élévation d'une route industrielle nationale et la construction de barrages à l'aide d'un don ; ainsi qu'une coopération pour la reconstruction et la revitalisation du secteur privé [➔ voir les études de cas, pages 15 et 131].

■ Cambodge

En 2010, le PIB nominal du Cambodge était de 11,6 milliards USD, soit presque le double de celui de 2005. Cependant, le Cambodge continue de se situer parmi les pays les plus mal classés de l'ANASE au regard de divers indices de développement, notamment du RNB par habitant et du taux de mortalité infantile.

Afin de parvenir à l'intégration de l'ANASE et que le Cambodge poursuive son développement économique et réduise la pauvreté, le pays doit développer ses infrastructures économiques et sociales, mais aussi continuer de renforcer ses capacités institutionnelles et organisationnelles et développer ses ressources humaines.

La JICA octroie une aide pour le développement des infrastructures économiques essentielles, comme les routes principales et les installations électriques. La JICA soutient également la formulation de politiques et le renforcement des capacités dans le secteur industriel afin de stimuler le secteur privé, ainsi que l'établissement d'installations d'irrigation pour augmenter la productivité dans le secteur clé de l'agriculture. Pour parvenir à un développement inclusif, la JICA étend son aide aux zones rurales pour l'établissement de systèmes d'approvisionnement en eau, l'amélioration des services de santé et le développement des ressources humaines dans le secteur de l'éducation. La JICA travaille également au renforcement des bases économiques et de la gouvernance qui forment la colonne vertébrale du développement social. Ces initiatives comprennent la réforme du système juridique ; l'amélioration des capacités administratives, notamment au niveau des gouvernements locaux ; et le renforcement des capacités des services fiscaux et de douanes.

En 2011, de nombreux événements ayant une forte portée symbolique ont fait la preuve des bénéfices de l'aide de la JICA. Le Cambodge a adopté le code civil et le code de la procédure civile établis avec une coopération technique. À Phnom Penh, des installations de traitement des eaux usées construites grâce à un

don ont été mises à contribution durant les inondations dans le bassin du fleuve Mékong. Enfin, la zone économique spéciale du port de Sihanoukville*, dont la construction a été financée par un prêt d'APD, a commencé à lancer des appels pour conclure les premiers contrats de location.

* La zone économique spéciale du port de Sihanoukville a été achevée en mai 2012.

■ Laos

Le PIB du Laos a augmenté à un taux annuel de presque 8 % et son PIB nominal par habitant a dépassé les 1 000 USD en 2010. Cependant, l'accès aux services sociaux est limité dans les zones rurales, souvent montagneuses, ce qui compromet la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en matière de santé et d'éducation.

Le gouvernement du Laos a établi le 7^e plan national de développement socioéconomique en juin 2011. Le plan vise à atteindre les OMD pour 2015 et à quitter les rangs des pays les moins avancés (PMA) d'ici 2020.

L'approche de l'aide de la JICA est centrée sur l'atteinte des OMD et l'édification de fondations aptes à soutenir la croissance économique comme moteur du développement durable et autonome du pays. La JICA assure une coopération dans les domaines prioritaires suivants : améliorer l'accès à l'éducation de base, étendre les services de santé, développer les zones rurales ainsi que les infrastructures économiques et sociales, et renforcer le secteur privé et les capacités administratives.

En mars 2012, la mise en œuvre du projet de développement du système électrique des régions méridionales a été décidée, c'est le premier prêt d'APD lié à un projet accordé au Laos depuis sept ans. Le projet permettra la création d'un réseau électrique national en reliant directement les réseaux de transmission isolés dans le sud du Laos. Cela devrait contribuer à l'électrification rurale et à la stabilité de l'approvisionnement électrique.

En outre, la JICA a commencé à apporter un soutien à l'élimination des nombreuses munitions non explosées au Laos.

Étude de cas

Timor-Est Programme d'infrastructures industrielles

Modernisation de la route nationale n°1 grâce au premier prêt d'APD accordé au Timor-Est

En mars 2012, la JICA et le Timor-Est ont signé un accord de prêt d'APD à hauteur de 5 278 millions JPY pour le projet de modernisation de la route nationale n°1, et ce l'année de commémoration du 10^e anniversaire de l'indépendance du Timor-Est et de l'établissement de relations diplomatiques avec le Japon. Le projet vise à rendre la route nationale n°1 praticable et sûre tout au long de l'année quelles que soient les conditions météorologiques en modernisant un tronçon de 116 km entre la capitale, Dili, et la deuxième ville du pays, Baucau, en se basant sur les normes internationales.

Lorsque le Timor-Est est devenu indépendant en 2002, près de 80 % des bâtiments de la capitale étaient détruits et les camps de réfugiés étaient surpeuplés. C'est dans ce contexte difficile que les activités de consolidation de la paix des Nations unies ont commencé. La JICA a ouvert un bureau au Timor-Est en 2000 et elle assure une coopération variée dans le domaine de la réhabilitation des infrastructures de base (routes et ponts, ports, systèmes d'irrigation, usines de traitement des eaux usées, etc.), du renforcement des capacités pour l'exploitation et la maintenance de ces

installations, ainsi que pour le développement des ressources humaines.

Depuis son indépendance, le Timor-Est a accompli des progrès significatifs en matière de rétablissement de la sécurité, permettant ainsi au pays de bénéficier d'un taux de croissance à deux chiffres. La vision à moyen terme du pays consiste à « évoluer d'une situation de post-conflit vers le stade du développement ». Le Timor-Est entend réduire sa dépendance aux ressources énergétiques et développer de nouvelles opportunités commerciales qui s'inscriront au cœur de l'activité économique.

Dans cette optique, la modernisation de la route nationale n°1 est l'un des principaux projets prévus par le plan de développement stratégique (2011-2030) et elle devrait contribuer à une mobilisation accrue des futures opportunités commerciales et de développement économique au Timor-Est.



La ministre des Finances du Timor-Est, Émilia Pires, le premier ministre Xanana Gusumao et le vice-président de la JICA, Izumi Arai (de gauche à droite) se serrent la main lors de la signature de l'accord de prêt d'APD, le 19 mars 2012.

■ Myanmar

La nouvelle administration en place depuis mars 2011 a mis en œuvre des mesures de démocratisation et de réconciliation avec la population du Myanmar.

La JICA soutient les réformes du gouvernement du Myanmar et a modifié sa politique de coopération en avril 2012 afin de permettre aux habitants du pays de constater par eux-mêmes les bénéfices de ces réformes. C'est pourquoi la JICA a décidé d'élargir le champ de ses programmes d'aide qui étaient auparavant restreints aux besoins vitaux fondamentaux. Pour formuler ces programmes, la JICA a l'intention d'identifier les besoins dans le domaine de l'agriculture, des soins de santé et de l'éducation, ainsi que dans le secteur des infrastructures afin de promouvoir la croissance économique.

Concrètement, la JICA poursuivra la mise en œuvre des programmes existants, notamment pour la prévention des trois maladies infectieuses majeures que sont le paludisme, le VIH/sida et la tuberculose [↗ voir l'étude de cas, page 89] et pour la production de cultures alternatives dans l'État Shan, au nord du pays, afin de lutter contre les drogues. De plus, la JICA entend assurer une coopération qui contribue au développement économique, notamment par la mise en œuvre du programme de réforme économique qui s'appuie sur le développement des ressources humaines, l'urbanisation de Rangoun, et la construction d'installations portuaires et de réseaux de transport.

La JICA prévoit également d'augmenter l'aide aux minorités ethniques, d'utiliser la coopération technique pour prodiguer des conseils en matière de technique agricole, de participer aux projets d'infrastructure et d'apporter d'autres types d'aide.

■ Vietnam

En 2011, le partenariat stratégique entre le Japon et le Vietnam a été renforcé par l'annonce d'une déclaration conjointe entre les dirigeants des deux pays. Lors d'un sommet, le Vietnam a demandé une coopération pour la mise aux normes internationales des universités et l'organisation d'activités de formation pour des ressources humaines de haute qualité. En réponse, la JICA a commencé une étude afin de mener des discussions avec le Vietnam sur la coopération dans les domaines de l'enseignement supérieur et du développement des ressources humaines industrielles.

Pour le développement des infrastructures, un prêt d'APD a été octroyé pour le projet de construction d'infrastructures portuaires de Lach Huyen, le premier projet de partenariat public-privé au Vietnam. Une aide a également été offerte pour encourager les technologies visant à faire face aux catastrophes et au changement climatique, et pour la mise en œuvre de mesures de prévention des catastrophes plus avancées. Dans cette optique, le Vietnam a reçu le premier prêt d'APD pour l'acquisition d'un satellite et la formation pour le développement et l'utilisation des satellites d'observation terrestre.

En se basant sur la stratégie de développement socioéconomique du Vietnam (à l'horizon 2020) adoptée lors de la convention du parti communiste de janvier 2011, la JICA soutient également les propositions de création d'industries stratégiques afin de faire du Vietnam un pays industrialisé d'ici 2020.

Au Vietnam, de nombreuses questions cruciales appellent l'action : l'efficacité des investissements dans les infrastructures, l'industrialisation, l'amélioration de la productivité, l'urbanisation rapide et le creusement des inégalités. En aidant le Vietnam à être plus compétitif au niveau international, la JICA contribue à la croissance durable du pays, à l'élimination des vulnérabilités, à la construction de la nation et à la création d'une société équitable.

■ Timor-Est

Le Timor-Est a célébré le 10^e anniversaire de son indépendance en mai 2012. Prêt à sortir du stade de la reconstruction pour entrer pleinement dans le développement économique, le gouvernement du Timor-Est a annoncé son plan de développement stratégique (2011-2030) en juillet 2011. Conformément à sa politique de base d'édification des fondations pour évoluer de la reconstruction vers le développement, la JICA a établi trois programmes de coopération : la construction des bases de la vitalité économique ; le développement agricole et rural ; et la mise à niveau des capacités des gouvernements et du secteur public. Pour soutenir le développement économique et social à moyen terme, la JICA va assurer une coopération qui s'attache à stimuler et diversifier les activités commerciales pour contribuer au développement économique.

En 2012, pour commémorer le 10^e anniversaire des relations diplomatiques entre le Japon et le Timor-Est, le premier accord de prêt d'APD a été signé entre la JICA et le gouvernement du Timor-Est pour le projet de modernisation de la route nationale n°1, qui relie la capitale, Dili, à Baucau, la deuxième ville du pays [↗ voir l'étude de cas, page 29].

■ Malaisie

La Malaisie, grâce à une croissance constante, fait partie des pays à revenu intermédiaire supérieur de l'ANASE ; elle s'est rapidement rétablie de la crise financière mondiale pour retrouver le chemin d'une croissance stable. En mars 2010, le gouvernement malaisien a annoncé son nouveau modèle économique (NME). Le NME expose les politiques visant à doubler le revenu annuel par habitant d'ici 2020, en évoluant vers des industries à forte intensité de connaissances, parmi d'autres stratégies.

L'aide de la JICA se concentre sur les domaines prioritaires suivants : 1) coopération pour un développement équilibré vers le statut de pays développé ; 2) contribution aux problèmes communs de la région Asie de l'Est ; et 3) partenariat de développement Japon-Malaisie au-delà de la région Asie de l'Est.

En décembre 2011, un accord de prêt d'APD a été signé avec le gouvernement de la Malaisie pour le projet de développement de l'Institut international de technologie Malaisie-Japon (MJIIT). L'Institut, qui a pour but d'introduire l'enseignement de l'ingénierie selon le modèle japonais en Malaisie, a ouvert ses portes en septembre 2011. Avec la coopération de 24 universités au Japon (avril 2012), la JICA déploie une aide comprenant une coopération technique afin de créer des institutions de recherche et d'enseignement encore plus performantes [↗ voir l'étude de cas, page 27].

■ Singapour

Singapour, qui s'est « affranchi » de l'APD de la JICA depuis l'exercice 1998, et le Japon coopèrent en tant que partenaires pour assurer 15 à 20 sessions de formation par an, principalement pour d'autres pays de l'ANASE dans le cadre du programme de partenariat Japon-Singapour (JSPP), lancé en 1994. Depuis lors et jusqu'à l'exercice 2011, 313 sessions de cours ont été organisées pour 5 363 participants issus de 88 pays.

De l'exercice 2009 à 2012, la JICA a détaché un chargé de recherche auprès de l'École de politiques publiques Lee Kuan Yew de l'Université nationale de Singapour pour établir des réseaux susceptibles de renforcer les activités de la JICA, notamment par des recherches et des séminaires conjoints.

Aide à la modernisation des opérations de douane pour la fluidité des échanges entre les pays asiatiques et le Japon

L'expansion continue de l'économie asiatique est une force motrice de l'économie mondiale. Cette croissance économique crée notamment une augmentation rapide du volume des échanges en Asie, et entre l'Asie et le Japon. Pour répondre à cette augmentation, il y a un besoin urgent d'améliorer l'efficacité des procédures de dédouanement et des autres procédures liées au commerce dans les pays asiatiques. Le gouvernement du Japon encourage l'initiative d'« autoroute de fret asiatique » visant à faciliter une circulation sans interruption des marchandises en Asie. Pour concrétiser cette vision, la JICA apporte une aide à la modernisation des opérations douanières. Cette aide comprend des réformes institutionnelles, des formations pour le personnel des douanes, l'établissement de systèmes électroniques de dédouanement et d'autres activités. À travers ces mesures, la JICA contribue au renforcement des partenariats entre le Japon et les pays de l'ANASE.

Une facette de l'intégration de l'ANASE

L'amplification de la connectivité physique, institutionnelle et entre les personnes au sein de la région de l'ANASE est fondamentale pour parvenir à l'intégration de l'ANASE d'ici 2015. Le schéma directeur pour la connectivité de l'ANASE a été approuvé lors du 17^e sommet de l'ANASE, en 2010, et des mesures ont été mises en œuvre pour l'appliquer.

Concernant la connectivité physique, la JICA offre une aide basée sur la « vision du Japon en soutien à la connectivité de l'ANASE » annoncée par le gouvernement japonais à l'occasion du 17^e sommet de l'ANASE. Cette vision se divise en deux parties : vision 1 : création d'une artère vitale pour les corridors économiques est-ouest et sud », et vision 2 : création d'un corridor économique maritime de l'ANASE. Ces activités comprennent des projets d'infrastructures tels que des routes, des ponts et des ports maritimes pour les corridors économiques est-ouest et sud de la région du Mékong, ainsi que l'établissement d'un réseau de navires rouliers dits « Ro-Ro » (de l'anglais « roll-on, roll-off »), ainsi que d'autres mesures. Au niveau de la connectivité entre les personnes, la JICA met en œuvre le projet AUN/SEED-Net (Réseau des universités des pays de l'ANASE/Réseau pour le développement de l'enseignement des sciences de l'ingénieur en Asie du Sud-Est) visant à développer les ressources humaines dans les pays de l'ANASE dans le domaine de l'ingénierie, par (1) le renforcement de la capacité d'enseignement et de recherche des institutions membres de l'ANASE ; et (2) le renforcement du réseau regroupant les institutions membres et les universités japonaises.

Dans le cadre de ce soutien à la connectivité, l'initiative d'autoroute de fret asiatique est l'effort le plus important entrepris pour le renforcement de la connectivité institutionnelle. En tirant parti

de la coopération passée avec les douanes des pays de l'ANASE, la JICA travaille avec le Bureau japonais des douanes et des tarifs douaniers, la Banque asiatique de développement et l'Organisation mondiale des douanes (OMD) pour concrétiser cette vision.

Réaliser la vision avec une aide adaptée aux besoins de chaque pays

La JICA a commencé à déployer une coopération en matière de douanes dans les pays de l'ANASE dans les années 1990. Les Philippines, l'Indonésie, la Malaisie, la Thaïlande et le Vietnam ont reçu une aide pour l'amélioration des systèmes et des opérations de douanes, l'établissement de systèmes de gestion des données douanières, la modernisation des systèmes de formation du personnel des douanes, et d'autres aspects. Ces dernières années, la JICA a étendu son aide à d'autres pays de l'ANASE, à savoir le Myanmar, le Laos et le Cambodge.

L'initiative d'autoroute de fret asiatique fixe des objectifs étape par étape afin d'intégrer la situation particulière de chaque pays partenaire. La première étape vers la réalisation de cette vision consiste à ratifier l'adoption des règlements internationaux (le classement tarifaire, la détermination de la valeur en douane, etc.) prescrits par l'OMD. Cette étape comprend également la formation du personnel à ces nouveaux règlements, l'introduction de décisions anticipées, la vérification après dédouanement, et la mise en place d'études sur le temps nécessaire pour la mainlevée (TRS pour « time release surveys ») qui fixent la durée des activités douanières et en mesurent les résultats. La deuxième étape consiste à soutenir l'établissement d'un système efficace de gestion des risques, l'introduction de systèmes électroniques de dédouanement, et la création d'un service à arrêt unique pour les douanes, l'immigration, les quarantaines et d'autres procédures. La troisième étape implique l'adoption d'un système OEA* et d'une reconnaissance mutuelle entre les différents pays, la création d'un guichet unique à l'échelle nationale, et l'interopérabilité internationale des systèmes entre les pays de l'ANASE et le Japon.

Parallèlement à ces mesures, la JICA a signé un accord de don avec le gouvernement du Vietnam en mars 2012 pour l'établissement d'un système électronique de dédouanement. Ce dernier sera basé sur deux systèmes élaborés au Japon : NACCS (Nippon Automated Cargo and Port Consolidated System) et CIS (Customs Intelligence Database System). De nombreuses entreprises étrangères,

notamment japonaises, ont commencé des activités au Vietnam ces dernières années et le volume des échanges internationaux augmente rapidement. L'utilisation de ce système de dédouanement électronique s'appuyant sur des technologies japonaises avancées devrait améliorer l'efficacité des procédures commerciales au Vietnam et renforcer la connectivité du pays au sein de l'économie mondiale, et notamment avec le Japon.

*Le système d'opérateur économique agréé (OEA) facilite et simplifie les procédures douanières pour les entreprises qui répondent aux exigences de gestion de sécurité du fret et de conformité juridique.

L'avis de notre expert

Projet de promotion des douanes électroniques au Vietnam Hiroki Sakurai

Le Vietnam a rejoint l'OMC en 2007 et a déployé des efforts considérables pour moderniser ses procédures douanières et assurer une fluidité accrue des procédures commerciales. Pour accélérer le rythme de ces activités, la JICA a octroyé un don pour l'introduction d'un système électronique de dédouanement basé sur le système NACCS, une technologie développée et utilisée par les douanes japonaises depuis plus de 30 ans. Le système devrait être opérationnel en 2014.

Cependant, comme tout système électronique, les bénéfices apportés par le système électronique de dédouanement dépendront fortement de l'usage qui en est fait. C'est pourquoi nous devons être très attentifs aux aspects institutionnels tels que les amendements législatifs et réglementaires visant à s'adapter au nouveau système, l'amélioration des processus opérationnels, et la formation du personnel de maintenance et de gestion. Le projet de coopération technique auquel je suis actuellement affecté propose une aide sur ces aspects institutionnels afin d'optimiser les bénéfices de l'utilisation du nouveau système.

L'avis de notre partenaire

Directeur adjoint du Comité de modernisation du département général des Douanes du Vietnam Nguyen Manh Tung

Pour introduire le système NACCS, nous allons modifier nos lois et nos règlements, lorsque cela est nécessaire, en se référant aux lois et règlements japonais en matière de douanes. Nous voulons utiliser le système de dédouanement japonais en le modifiant aussi peu que possible afin de moderniser les procédures douanières au Vietnam.

Nous allons aussi incorporer le savoir-faire japonais sur la gestion des risques afin d'améliorer les opérations de douanes avec efficacité et efficience. Pour ce faire, je pense que nous devons procéder à une révision en profondeur de nos processus opérationnels. Je veux que nous progressions régulièrement vers l'adoption du nouveau système avec la coopération de la JICA et du Bureau japonais des douanes et des tarifs douaniers.

Facilitation du commerce par l'initiative d'autoroute de fret asiatique

